



Conférence de Berlin
23 novembre 2006

Conclusions par Philippe HERZOG
Président de Confrontations Europe

Je voudrais remercier les organisateurs : le C.E.RE.S., les Entretiens européens et Confrontations Europe, et tout particulièrement Rolf Linkohr et Claude Fischer pour avoir organisé cette belle manifestation.

Comme le souhaitait Rolf, nous avons pu avoir aujourd'hui un dialogue positif, et le mot est faible. Nous sommes partis du scénario insoutenable, et nous y sommes revenus constamment avec des données émanant des différents pays. Chacun va devant un « gap » entre la montée de la demande et l'offre d'électricité et plus généralement en matière d'énergie. La question du climat et des émissions de CO₂ n'est pas résolue : même si on a commencé à la traiter au niveau européen, c'est encore loin d'être abouti.

Il y a beaucoup de conflits et de problèmes devant nous si nous n'agissons pas, et je pense que nous en sommes conscients.

L'esprit de cette conférence est délibérément tourné vers l'action, avec une certaine expérience, ce qui nous permet d'être optimistes. Mais nous savons que ce n'est que le début de nos efforts.

Nous avons ciblé tout d'abord l'argumentation générale : il faut convaincre. Je ne reviendrai pas sur les 3 « E » exposés par Claude Mandil (Energy Security, Environment, Economic growth). Mon sentiment pour le nucléaire est que l'argument de l'environnement et du climat ne se suffit pas en lui-même. Comme le disait le docteur Walter Hohlefeldler, il faut manier cet argument à un autre : on ne saurait sous-estimer l'énorme problème du coût de l'énergie demain. Si nous ne faisons pas attention, il signifiera des faillites multiples d'entreprises, du chômage, un appauvrissement de la société. Les gens sont soucieux de leur environnement, mais aussi de leurs conditions de vie.

Le prix du CO₂ se rajoutant au coût de production et de distribution de l'électricité, nous risquons une envolée des prix, qui causerait des problèmes économiques et sociaux considérables.

Tout cela commence à se savoir. Comme disent les philosophes allemands, Günther Anders et Ulrich Beck « *on le sait mais on ne veut pas le croire* ». Il y a beaucoup de raisons pour différer les choix et regarder les autres faire. Il s'agit de passer du début d'une prise de conscience à une action en temps voulu. Les intervenants ont insisté sur cet élément : le calendrier pour le remplacement ou non des centrales nucléaires suppose de prendre rapidement des décisions en matière d'investissements.

A partir de ces arguments fondamentaux pour une prise de conscience, nous nous sommes tournés vers l'action, en commençant par le constat d'un contexte général de reprise du nucléaire – un peu partout dans le monde même si tous ne le font pas. Ce n'est pas un argument suffisant pour que tous

les gouvernements soient saisis par l'envie d'imiter les autres, mais cela donne à réfléchir. Dans le contexte de hausse de la demande mondiale d'électricité, les Etats-Unis relancent leur énergie nucléaire (avec des options nouvelles : retraitement du combustible usé, enfouissement dans le désert du Nevada), l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée vont suivre. La Russie a changé d'orientation depuis 2 ans : d'après les estimations de Jacques Leclerc, ancien d'EDF, on prévoit le doublement ou le triplement d'ici 2030 de la demande en GW. Les décisions sont prises en ce sens. La Russie est liée à d'autres pays. Hier ils formaient système. La Russie veut garder ces liaisons et jouer un rôle à l'exportation. Elle va privatiser son secteur électrique. Cette question va donc nous revenir : que faisons-nous et comment travailler avec la Russie ? La Russie, qui a choisi le nucléaire, n'est pas un mince acteur, et elle est à nos portes.

Quelles conditions économiques et sociétales à une reprise du nucléaire ?

Nous avons vu des choses spectaculaires sur l'évolution de l'économie du nucléaire.

La question qui se posait il y a peu était : le nucléaire de marché est-il économiquement possible (c'est-à-dire avec un financement en faisant appel au marché financier, par voie privée, et non par des programmes d'Etat comme auparavant, en particulier en France) ?

Jürgen Trittin, ancien ministre allemand, disait en 2003 qu'un nouveau réacteur nucléaire ne tiendrait pas face à la concurrence sur le marché électrique libéralisé. On peut dire, 3 ans après, qu'il a manifestement faux. Il faut que cette information circule.

Nous avons entendu des propos très précis aujourd'hui, et nous pouvons aussi nous tourner vers l'exemple américain. Comme le dit André Ferron dans son livre « *Electricité. Naissance d'une communauté* » qui sort en janvier, les américains avaient un coût d'investissement très élevé dans les années 80 : ils avaient 55 compagnies pour 100 tranches. En France, c'était une compagnie pour 55 tranches. Aucun effet de série ni effet d'échelle n'était donc possible pour eux. Les Américains ont maintenant un consortium pour 17 tranches. Quant à l'Autorité de sûreté, elle donnait son accord durant tout le processus de construction, maintenant l'accord est scellé avant la construction. Cela a permis de diviser par 2 les coûts aux Etats-Unis.

Même si le coût d'investissement a fortement baissé, il reste à sécuriser les débouchés, car il faut investir sur le long terme. Cela dépend de la zone de réglage, du marché pertinent. Aux Etats-Unis, la situation n'est pas parfaite ; en Europe, la situation est en train de s'améliorer, avec la décision du marché unique, et nous cheminons, au travers des problèmes d'interconnexions et de régulation, vers un espace qui offre une taille satisfaisante aux débouchés des investissements du nucléaire. Si on tient compte des problèmes de la Russie et du grand Est qui s'annoncent, la taille s'élargit encore. La Finlande nous donne la preuve pratique que l'on peut avoir un nucléaire indirectement rentable pour l'utilisateur (l'industrie papetière). Le montage permet la sécurisation des débouchés à long terme, avec un coût du capital très bas, donc un prix durable de l'électricité diminué de moitié. Cela donne à réfléchir aux enjeux financiers. Cette expérience finlandaise ne peut peut-être pas être dupliquée facilement, mais pour des grands pays comme la France et l'Allemagne, c'est sur la fabrication et la régulation du marché européen que se jouent les questions les plus stratégiques.

Le marché peut changer l'économie du nucléaire.

Les entreprises qui fonctionnent sur le marché ont un rôle important. C'est plus un market drive (pilotage par le marché) qu'une direction politique par les Etats nations, qui va permettre d'avancer. Ce qui ne veut pas dire que les Etats et l'Union n'auront pas un rôle politique à jouer.

L'acceptabilité sociale du nucléaire est un enjeu très difficile.

Ce n'est pas qu'une question d'irrationalité, c'est aussi un manque de confiance, comme le disait ce matin Edith Herczog.

Le manque de confiance s'ajoute à l'évolution de la culture industrielle : la culture industrielle est incrustée chez les « anciens » et nos populations ont du mal avec l'industrie aujourd'hui. Le nucléaire a été entrepris en France dans un contexte de culte de l'industrie. Nous n'en sommes plus là. Il faut renouveler les fonctions et l'image de l'industrie nucléaire vers l'avenir.

Je pense, comme nous y incite souvent Rolf Linkohr, que la sûreté et la fiabilité sont très importantes. Cela doit être dit.

Nous nous focalisons sur le sujet des déchets, où le problème de confiance est important. En France, on ne croit pas les politiques et on croit difficilement les experts en technologie, qu'on suppose trop liés aux entreprises et aux intérêts commerciaux.

Je pense que la méthodologie trouvée dans plusieurs pays – ce qui ne s'est pas fait du premier coup – pour résoudre ces problèmes d'acceptabilité peut être très importante.

Finlande, Canada, Belgique et Suisse, voilà des cas à valoriser ; ils sont passés par un travail avec la population locale et les Gouvernements n'ont pas imposé leur décision. Après l'échec de leurs débuts en « top-down », ils ont trouvé une méthodologie de concertation et de participation très active qui a abouti à un accord avec la population. Ceci me semble être le but.

En France, l'Etat a pris sa responsabilité avec la Loi Bataille et l'agenda qu'il s'est donné. Il y a eu un débat public important et que je salue, mais qui n'a pas touché la masse de l'opinion publique. Quand il s'agira d'enfouir les déchets dans la Haute-Marne, on va se retrouver face à des problèmes avec les populations locales. La question de méthode est encore inaboutie. Le débat reprendra en 2012. Je crois qu'il faudra veiller plus encore qu'hier à utiliser les bonnes pratiques d'ailleurs, et cela prend du temps avant l'opération finale.

Un autre aspect de l'acceptabilité est la dimension internationale. On en a moins parlé, mais c'est important. L'enfouissement des déchets dans un endroit ne doit pas être réglé uniquement avec les populations locales et nationales. On a vu Tchernobyl, on sait que les nuages radioactifs sont transfrontières. La question doit donc être abordée en commun. Je veux saluer les efforts – dans ce domaine comme dans d'autres – de Loyola de Palacio et de François Lamoureux, qui ont essayé de faire partager par l'Union européenne une approche concertée, commune, de la sûreté, du traitement des déchets et de la recherche. Ils se sont heurtés à l'argument de la subsidiarité : chaque Etat membre veut être maître chez lui, qu'il soit grand ou petit, ce qui ne correspond pas du tout à la perception populaire que la sûreté se partage, sans quoi il n'y a ni sûreté ni sécurité.

Je pense qu'il faudra aller plus en avant dans les propositions et les efforts de l'Union européenne pour faire de la question de la sécurité nucléaire une affaire partagée, ainsi on pourra avancer beaucoup plus vite dans la solution des problèmes économiques et du marché.

J'en viens à la question France-Allemagne : ces deux grands pays sont au cœur du problème et de la solution quand il s'agit du développement du nucléaire en Europe. Il ne faut pas faire du chacun pour soi. Le nucléaire a toujours été une affaire régaliennne, mais il faut faire un effort pour se concerter et essayer d'agir en cohérence, même si les choix internes, comme c'est le cas actuellement, sont différents voire divergents. Le chacun pour soi est dangereux : en France, on se sent fort, on a un grand opérateur, la population locale n'a pas encore tourné négativement. Mais pour l'avenir, la France et EDF devront trouver des alliés, des partenaires au plan industriel, et peut-

être aussi lorsqu'il s'agira de prendre des décisions au niveau de l'Union européenne qui correspondent à l'intérêt de tous.

La France doit faire l'effort d'organiser des débats comme celui d'aujourd'hui pour voir comment elle, qui porte le nucléaire, est vue de l'extérieur. Qu'est-ce qu'on attend d'elle et comment pourrait-elle mieux se comporter dans l'intérêt mutuel ? On en est capable, mais il faudra combattre la tentation du repli (voir le non au référendum sur la constitution).

Du côté allemand, vous l'avez dit ici, vous souhaitez partager le problème ; vous êtes pro-nucléaire mais ça ne marche pas en Allemagne. Plaçons-nous du côté du marché et des industriels pour concrétiser, et afin d'avoir des éléments de réflexion sur l'avenir.

L'Allemagne va être prise devant ses contradictions : en interne c'est non, mais en externe l'industrie Allemande veut faire du nucléaire (en Angleterre, en Russie, en Bulgarie,...).

Cela pose aussi d'autres problèmes : est-il bon par exemple que la France exporte de l'énergie nucléaire en Allemagne alors que les Allemands sont contre ?

Klaus Mangold a dit : « *le choix de l'Allemagne contre le nucléaire la lie à la France* » : l'Allemagne ne pourra faire de nucléaire au Royaume-Uni ou prendre une participation en France et se développer à l'Est en tant qu'industrie nucléaire sans trouver des partenaires, sans des coopérations industrielles et technologiques, donc avec la France.

Il y a des choix à faire.

Je pense qu'il faut dire oui à des coopérations France-Allemagne si on mise sur du moyen-long terme, avant même que nos politiques aient accordé leurs violons. Ce n'est pas simple. Mais nous avons déjà perdu beaucoup d'occasions de coopérations industrielles entre France et Allemagne (dans les télécommunications, les grands équipements,...) pour veiller à ne pas manquer celle-là. Peut-être ces collaborations industrielles tournées vers le développement du nucléaire sur le marché permettront de nous retourner vers nos politiques pour leur demander d'être cohérents. En Allemagne ce sera ainsi plus facile de demander au gouvernement de réviser le choix de priver le pays du nucléaire.

La question russe complique et élargit nécessairement le problème.

Je ne connais pas la stratégie française pour aller à l'Est et au grand Est (l'Allemagne est d'ailleurs mieux placée) mais il serait temps d'y réfléchir. Peut-être certains la connaissent mieux que moi, mais je n'en ai pas entendu parler.

La question russe nous incite, en particulier pour le gaz mais aussi pour l'électricité, à concerter nos vues pour avancer ensemble.

Je termine par la question de la communauté de l'électricité. Last but not least !

Comment devons nous reprendre la question du grand marché de l'énergie et de la communauté de l'énergie que plusieurs demandent aujourd'hui ?

Il faut refaire ce qu'avait fait Loyola de Palacio en 2002 avec un Livre Vert qui explorait les options. 2030 était l'horizon exploré. Il faut recontextualiser les choses constamment pour avancer.

Ensuite, comme cela a été fait aujourd'hui, prendre conscience de notre interdépendance. Il faut travailler cela. La Commission, en avance sur ces questions, doit nous aider à approfondir les interdépendances. Un choix allemand a des conséquences et vice-versa. Prendre conscience de notre solidarité de fait, des répercussions ailleurs de décisions négatives ici va amener peut-être à l'esprit la réflexion de Gordon Adam : « *une politique commune ne sera pas top-down* ». Je veux une politique commune, mais il ne s'agirait pas d'une décision programmatique de Bruxelles. Ce sera

une mise en cohérence exigeante des stratégies nationales et des comportements des acteurs. Nous sommes en situation d'oligopole, en concurrence monopolistique ; il faut inciter les acteurs à coopérer sur l'espace, ce qui est le rôle d'une Communauté de l'énergie.

Quelques idées commencent à apparaître. On a vécu pendant des années avec pour objectifs l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables à 20% dans la consommation finale. J'ai noté au Parlement un amendement – d'Herbert Otto Ruel et Edith Herczog – qui disait : « *pourquoi ne pas avancer l'objectif de 60% d'énergies sans émission de carbone* » ? Voilà une bonne idée. C'est peut-être une manière indirecte de faire monter la prise de conscience du rôle du nucléaire et c'est une bonne définition d'objectif. Si vraiment on veut prendre soin de l'environnement, alors tapons dans la cible. Ce genre d'idée mériterait maintenant de devenir une option politique pour laquelle agir ensemble.

Derrière ces objectifs, la fabrication du marché va compter. Je l'évoquais à propos de la faisabilité économique. Les questions d'interconnexion sont posées. Les coûts sont très lourds. Mais peut-être peut-on sélectionner les investissements : il y a les raccordements pour la distribution sur les interconnexions existantes et des réseaux à développer. Il est urgent d'avancer sinon il n'y aura pas de marché unique. Et nous aurons alors des situations où la formation des prix conduira à des conflits et à une volatilité.

La question des interconnexions est sur la table, tout comme celle du régulateur européen. Je pense qu'on ne peut pas se dérober, quand on voit les tarifs en transfrontières : tout est permis, les comportements de protectionnisme et de rente sont évidents.

Nous devons réfléchir à l'idée qu'un régulateur européen ne fait pas la loi dans chaque Etat nation, mais il a des pouvoirs effectifs pour ce qui concerne les conditions du transfrontières.

Sans oublier la question de la relation à la Russie, pour laquelle nous n'avons pas encore trouvé d'unité.

Je pense que toutes ces idées cheminent, et que viennent les années de décisions opérationnelles plus ambitieuses, dans un processus où l'acceptabilité du nucléaire gagnera l'Allemagne ; et si elle gagne l'Allemagne, alors tout sera changé. 14 pays utilisent déjà le nucléaire et la plupart entendent le continuer. Le retour de la Grande-Bretagne est un atout majeur, peut-être également pour gagner l'acceptation en l'Allemagne.

Nous avons eu une conférence dans un esprit très responsable. Il apparaît bien que les industriels doivent prendre la parole, ainsi que les experts. Les syndicats ont leur mot à dire car les conditions de vie sont en jeu. Le nucléaire a toujours été une bataille. Les associations et les ONG peuvent évoluer : le cas finlandais nous fait grand plaisir. Sachons aussi que les Verts ne font pas forcément bloc. Nous avons tous un rôle à jouer, et les conférences comme celle-ci nous donnent de l'optimisme pour pouvoir l'amplifier.

Je conclurai en vous souhaitant bon retour chez vous et bonne continuation de leur voyage pour ceux qui vont à Genshagen. D'une manière plus générale, je dirais que l'Europe est un voyage. C'est pour cela d'ailleurs que j'ai titré « *le bonheur du voyage* » le dernier livre que je viens de sortir. Je pense que c'est dans l'action et la construction de l'Europe que l'Europe fait vraiment sens, et je suis persuadé que nous sommes tous ici des Européens.

Merci.